L'utilisation de drogues par injection s'accompagne d'un risque de transmission de pathogènes, notamment le virus de l'hépatite C (VHC).

En France, les usagers de drogues constituent le principal groupe à risque de transmission du VHC, et une population-clé pour l'élimination de l'hépatite C. Alors que les nouveaux traitements contre l'hépatite C (antiviraux à action directe, AAD) permettent de guérir la quasi-totalité des personnes traitées, Benjamin Rolland, psychiatre addictologue (Service Universitaire d'Addictologie de Lyon, Le Vinatier), Patrizia Carrieri et Fabienne Marcellin toutes deux chercheuses Inserm au sein du «Laboratoire Sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale» (Aix-Marseille Université/Inserm/IRD) s'intéressent à l'accès aux traitements de l'hépatite C en France chez les usagers de drogues, en particulier opioïdes.

A cette fin, ils ont analysé les données de remboursement de soins de la base nationale de l'Assurance Maladie (SNIIRAM) pour plus de 27000 personnes avec une hépatite C chronique au sein des quelque 200 000 sujets français recevant des traitements de substitution aux opioïdes (projet ANRS Fantasio dont Benjamin Rolland est le coordinateur.). La présente étude, publiée en ligne le 22 mai 2019 dans l' *International Journal of Drug Policy* , montre que, même aujourd'hui avec les stratégies de traitement universel contre l'hépatite C, les femmes ont significativement moins accès à un traitement que les hommes.